

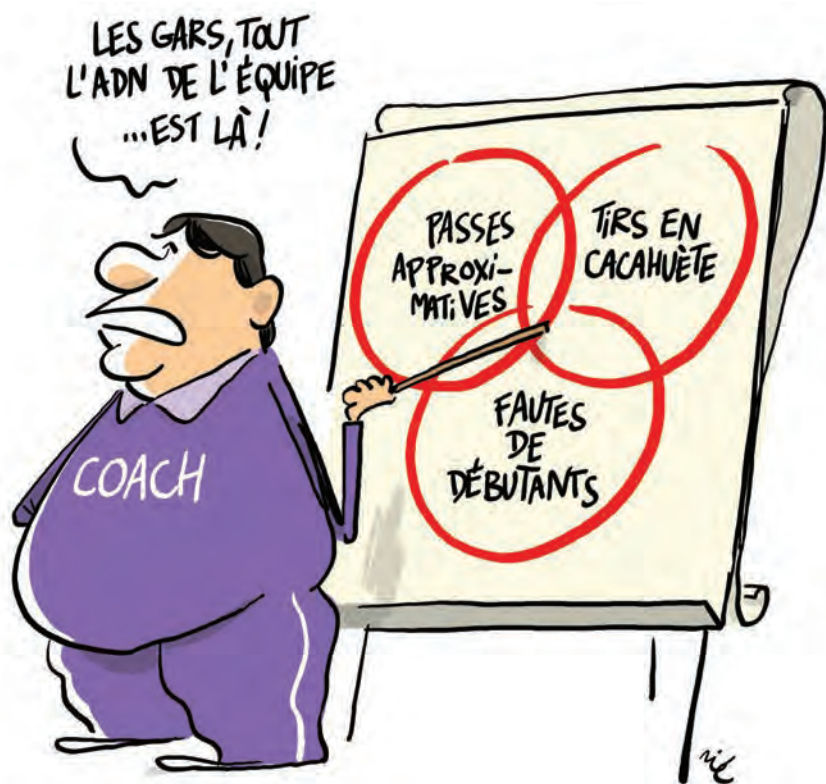


# LE BUREAU DES QUESTIONS EXISTENTIELLES

## POURQUOI trois anneaux ornent-ils le Stadium?

**EMBLÈME.** Le jour, ils se fondent dans la blanche façade de l'édifice. La nuit venue, trois anneaux entremêlés s'éclairent et affichent leurs rondeurs solidaires aux automobilistes du pont Pierre de Coubertin. Que symbolise cet étrange logo ?

Des grésillements gras et un épais fumé de saucisse s'échappent d'une sandwicherie ambulante tandis qu'une cohorte de maillots violets rejoint l'île du Ramier. C'est soir de match au Stadium de Toulouse. Sur l'esplanade, Leïla et Jérôme trempent alternativement leurs doigts dans une barquette de frites et scrutent la façade ondulée des tribunes de presse : « Je pense que c'est trois ballons de foot pour symboliser les trois titres de l'histoire du Téfécé », explique Jérôme. « Tu crois ? Ce n'est pas des étoiles qu'on met normalement dans ces cas-là ? » lui rétorque Leïla par-dessus son écharpe bariolée. Au-dessus, sur le pont, Abel et Sébastien observent de loin. Ils n'ont pas de places pour le match mais « viennent savourer l'ambiance », en voisins. À hauteur d'yeux, les trois anneaux ne les ont pas particulièrement interpellés. « Je pensais que c'était en référence à une marque de voitures allemande, mais c'est vrai qu'il manquerait un anneau », admet Sébastien. « Si ça se trouve, la marque devait sponsoriser le Téfécé et ça a foiré, du coup ils n'ont jamais mis le dernier anneau... » Dans ce cas, pourquoi avoir gardé le symbole lors de la rénovation pour l'Euro 2016 de football ? Comme la plupart de ses confrères, Nicolas, journaliste sportif et habitué des travées du "petit Wembley", cale sur la question des anneaux : « J'ai toujours cru que c'était le symbole olympique, mais que deux anneaux s'étaient cassés la gueule. » Cette interprétation est la plus fréquente du côté des supporters. Le stade municipal de Toulouse a d'ailleurs été pensé au départ comme un stade olympique.



Une maquette de 1938 le montre même orné des cinq anneaux du baron de Coubertin. « Finalement, la piste d'athlétisme sera remplacée par un vélodrome et le stade ne pourra plus prétendre à l'olympisme », explique Patrick Boudreaux, auteur du livre sur les 80 ans du Toulouse Football Club. Les anneaux olympiques sont donc abandonnés et remplacés par trois anneaux entrelacés bleu, blanc et rouge. « Cela symbolisait juste le drapeau français, les architectes ont dû trouver ça joli », conclut Patrick Boudreaux. Les images du Stadium de 1958 montrent bien les trois anneaux, mais au lieu d'être sagement alignés comme aujourd'hui, ces derniers sont agencés en triangle. « C'était le symbole du sport français à l'époque. Lors de la rénovation pour le mondial 1998, les architectes ont voulu les garder en les alignant. Donc ça ne symbolise plus rien », tranche Didier Pitorre, archiviste passionné du Téfécé. Dévoilé par le temps, ce logo devenu unique n'est-il pas, au final, tout simplement le symbole du Stadium ?

Gabriel Haurillon ✍

LE JOURNAL TOULOUSAIN



COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

Grand angle p.9  
QUELLE ÉGALITÉ  
DES CHANCES  
POUR LES MALVOYANTS ?

Politique p.12  
BLOCAGE À L'UNIVERSITÉ  
JEAN-JAURÈS, LES ÉLUS  
HAUSSENT LE TON

MÉDIA DE SOLUTIONS



© Hélène Ressayres / JT

JEUDI 03 > 09 MAI 2018 • N° 727

R 29141 - 0787- F 1,00€



C'EST L'HISTOIRE D'UNE ENTREPRISE...

... que l'on voulait vertueuse

est édité par Scoparl News-Médias 3.1  
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse  
Tél : 09.83.27.51.09  
redaction@lejournaltoulouse.fr  
Registre du commerce :  
RCSB 803 281 880  
N° Commission Paritaire:  
1016 C 83361  
ISSN : 2425.1151  
Dépôt légal à parution  
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :  
Rémi Demersseman  
RÉDACTEUR EN CHEF :  
Séverine Sarrat  
redaction@lejournaltoulouse.fr  
RÉDACTION :  
Séverine Sarrat, Nicolas Mathé, Philippe Salvador, Maylis Jean-preau, Pauline Vilchez, Hugo Bernabeu, Claire Villard, Paul Périé, Vanessa Vertus, Lucile de La Reberdière, Charline Poullain et Gabriel Haurillon.  
CHEF DE PROJET WEB :  
Olivia Marian et Fabien Pomies  
CORRECTION :  
Thomas Gourdin  
PHOTOGRAPHES :  
Franck Alix et Hélène Ressayres  
MAQUETTE :  
Isabelle Aubry  
IDENTITÉ VISUELLE :  
www.cathycombarous.fr  
ANNONCES LÉGALES :  
Tél. : 09.83.27.51.41  
annonceslegales@lejournaltoulouse.fr  
Le Journal Toulousain est habilité  
à publier les annonces légales  
et judiciaires en Haute Garonne  
Tarif préfectoral 2018 : 4,16 € HT la ligne.  
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros  
et le contenu numérique.  
SERVICE COMMERCIAL  
(annonces légales et parutions publicitaires) :  
Véronique Lapeyre, Xavier Pamphile et  
Sylvie Cotillec  
Tél : 07.62.89.26.21  
service.commercial@lejournaltoulouse.fr  
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)  
Pol. Ind. Casa Nova  
Carrer Pla de l'Estany s/n  
17181 Aiguaviva (Girona)  
Journal fondé en 1997 par André Gallego



La responsabilité sociétale des entreprises ou RSE. Un terme flou pour qualifier la prise en compte dans ses activités des préoccupations environnementales, sociales et économiques d'une entreprise. Un objectif vertueux impliquant une nouvelle façon de manager les équipes, de considérer les salariés et d'appréhender l'impact d'une production sur l'environnement. Bref, envisager l'entreprise non plus comme une entité isolée à vocation pécuniaire mais bien comme une structure évoluant avec et pour la société.

Ce modèle pourrait bien être celui de l'entreprise de demain. D'ailleurs, de plus en plus de mesures tendent, depuis 20 ans, à imposer la RSE dans les stratégies d'entreprise : la mise en place de la norme Iso 26000, la loi relative aux nouvelles régulations économiques (NRE), puis Grenelle 2 qui oblige les sociétés à la publication d'un rapport de gestion intégrant les conséquences sociales, sociétales et environnementales de leur activité... Mais encore faudrait-il que celles-ci soient suffisamment contraignantes.

La plupart des dispositifs législatifs actuellement en vigueur ne sanctionnent pas le manquement des entreprises aux réglementations, pourtant obligatoires. C'est la base du volontariat qui fait foi. Difficile alors de faire la différence entre les entreprises qui jouent vraiment le jeu et celles qui pipent les dés.



Séverine Sarrat

SI VOUS NE METTEZ PAS LES VOILES  
PENDANT LES PONTS, METTEZ LE CAP SUR CITROËN.



LES OFFRES DE MAI

CITROËN C3 GRAPHIC



Pack Safety  
Climatisation automatique  
Tablette tactile 7" avec Mirror Screen

À PARTIR DE  
**12490€<sup>(1)</sup>**

SOUS CONDITION DE REPRISE



Dont 1000 € de prime à la conversion gouvernementale.



INSPIRED  
BY YOU

CITROËN préfère TOTAL. Modèle présenté : Citroën C3 PureTech 82 BVM Graphic avec options Airbump® Black, Jantes STEEL & DESIGN 16" et peinture Blanc Banquise toit Rouge Aden (13290 € selon les conditions de l'offre détaillée ci-après). (1) Somme TTC restant à payer pour l'achat d'une Citroën C3 PureTech 82 BVM Graphic neuve, hors option, déduction faite d'une remise de 1360 € sur le tarif Citroën conseillé au 03/04/18, d'une aide reprise Citroën de 800 € sous condition de reprise d'un véhicule, de 300 € de prime reprise Eco Inspired ajoutés pour la reprise d'un véhicule immatriculé avant le 01/01/06 et de 1000 € de prime à la conversion gouvernementale pour la reprise de votre véhicule diesel immatriculé avant le 01/01/01 ou essence immatriculé avant le 01/01/97, destinée à la destruction (conditions sur www.service-public.fr). La valeur de reprise est calculée en fonction du cours de l'Argus® (selon les conditions générales de l'Argus® disponibles sur largus.fr, déduction faite d'un abattement de 15 % pour frais et charges professionnels et des éventuels frais de remise en état standard). Offre réservée aux particuliers, non cumulable, valable jusqu'au 31/05/18, dans le réseau Citroën participant.

CONSUMMATIONS MIXTES ET ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub> DE CITROËN C3 : DE 3,2 À 6,3 L/100 KM ET DE 83 À 110 G/KM.

avis clients  
CITROËN ADVISOR  
citroen.fr

**CAPITAL.** Quelle est la raison d'être d'une entreprise ? Pour la première fois, ses impacts sociaux et environnementaux devraient être inscrits dans le marbre de la loi. Un rapport allant dans ce sens a été remis au ministre de l'Économie Bruno Le Maire, en prévision de la loi Pacte sur la transformation des entreprises. Si l'esprit en est conservé, une société ne pourra plus, à l'avenir, reposer uniquement sur la recherche du profit. Avant d'en constater les effets au quotidien, le JT a poussé la porte de ceux qui dessinent déjà l'entreprise du futur.



Jt

# VERS UNE EN

« **A**ucune entreprise ne peut plus envisager son succès et son profit sans considérer les impacts de son activité. [Le capitalisme français] ne doit pas se limiter à la réalisation de bénéfices. Il doit [...] participer à la transformation de la société et à l'amélioration de la vie quotidienne de chacun ». On pourrait croire cette phrase, relevée le vendredi 12 mars dans les colonnes du quotidien "Le Monde", sortie de la bouche d'un farouche opposant au libéralisme. C'est pourtant le ministre de l'Économie Bruno Le Maire qui l'a prononcée, faisant sien l'esprit du rapport Notat-Sénard sur la place de l'entreprise dans la société, remis trois jours plus tôt. Si l'on ne sait pas encore à quel point le rapport inspirera la loi Pacte (Plan d'action pour la crois-

« Une société ne doit pas être décontextualisée de son environnement »

sance et la transformation des entreprises), présentée le mercredi 2 mai en conseil des ministres, ce dernier pourrait marquer un changement majeur dans les rapports entre les entreprises et leur environnement. Car si l'on cherche à reconnecter celles-ci avec le monde qui les entoure, c'est que ce lien s'est rompu. Un tournant que Jacques Igalens professeur de sciences de gestion à Toulouse School of Management, date des années 1980 : « C'est la grande époque de dérégulation et de financiarisation. Un virage libéral destiné à favoriser l'enrichissement des actionnaires qui s'est accompagné

d'un changement des règles comptables. Une entreprise devait être estimée comme si elle allait être vendue le lendemain. » Des dérives court-termistes et de financiarisation relevées par le rapport Notat-Sénard. Une de ses préconisations suscite particulièrement l'intérêt de Jacques Igalens, l'inscription dans la loi de la considération pour les enjeux sociaux et environnementaux : « Les auteurs du rapport ont eu le courage de s'attaquer au cœur du réacteur ; les articles 1832 et 1833 du Code civil concernant la finalité d'une entreprise. En ajoutant un alinéa à l'article 1833, on officialise le fait qu'une société ne doit pas être décontextualisée de son environnement, c'est un enjeu capital car le droit est à la fois contraignant et habilitant. » Parmi les autres pistes susceptibles de mieux ancrer dans la société les entreprises du futur figurent no-



# TREPRISE responsable

tamment la création d'un comité des parties prenantes (clients, fournisseurs...), ou l'instauration de primes d'intéressements basées sur des critères de responsabilité sociale des entreprises. « Il y a aussi un point important : le changement de méthode comptable qui ne mesure jusqu'à présent que le profit. Il faudrait que la comptabilité puisse prendre en considération également l'impact des sociétés sur leurs environnements, un chantier énorme mais dont les fondements sont déjà établis », ajoute Jacques Igalens.

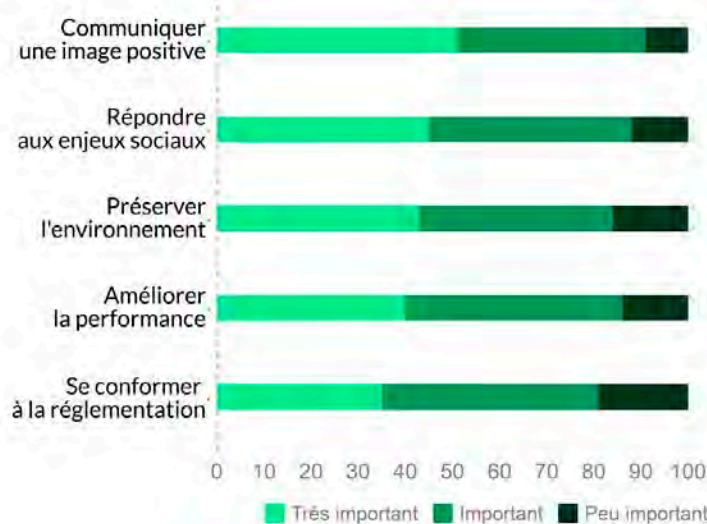
« Il faudrait que la comptabilité puisse aussi mesurer l'impact des sociétés sur leurs environnements »

Pour l'expert, si le rapport ne traduit pas une transformation idéologique radicale, il porte en lui les éléments nécessaires pour enrayer, sur le long terme, l'image de la multinationale cynique assoiffée de parts de marché. À condition tout de même que les instances de gouvernance tels que les administrateurs, sur qui reposera en partie la mise en pratique du texte, prennent leur rôle à cœur.

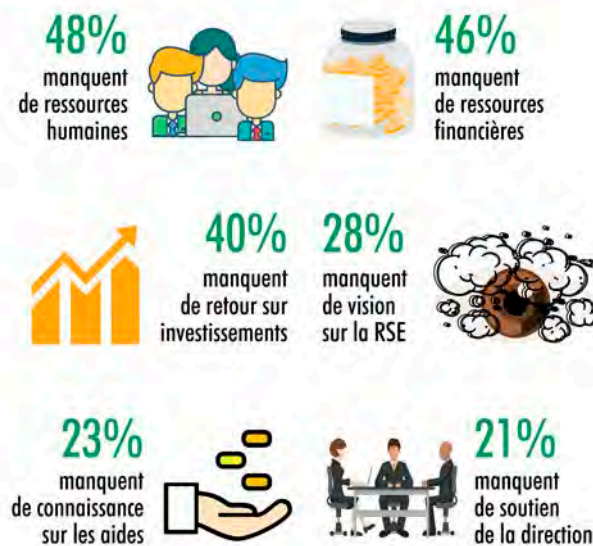
Nicolas Mathé ✍

## STRATÉGIE RSE

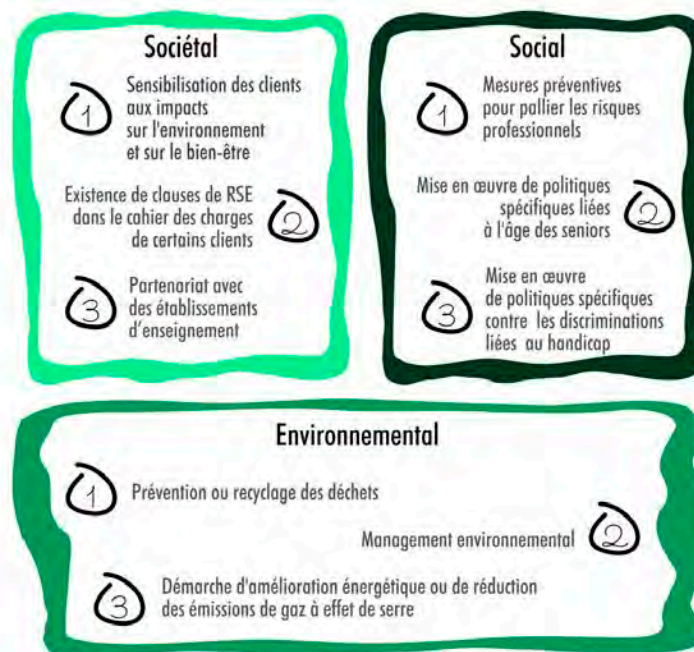
QUELLES MOTIVATIONS POUR LES ENTREPRISES ?



QUELLES SONT LES PRINCIPALES DIFFICULTÉS POUR LA METTRE EN PLACE ?



ACTIONS MENÉES PAR LES SOCIÉTÉS ENGAGÉES DANS UN PROCESSUS RSE



## UNE BULLE d'air professionnelle

**DÉLIVRÉE.** C'est une entreprise où il n'y a ni baby-foot ni manager du bonheur. Pourtant, les salariés de la société toulousaine Bubble Factory ne fonctionnent pas tout à fait comme les autres. Télétravail, autogestion des horaires, auto-organisation des équipes... Le JT est allé voir comment ça bosse dans une entreprise "libérée".

Jt

À première vue, c'est une société comme les autres. De l'autre côté du périphérique, au Mirail, dans un bâtiment d'entreprises, les locaux de Bubble Factory ne parlent pas d'eux-mêmes. Dans le hall, plusieurs personnes discutent autour d'une machine à café. Derrière des écrans d'ordinateur, une vingtaine de paires de mains s'activent sur leurs claviers. Ils sont informaticiens, linguistes, ou travaillent au service marketing. L'ambiance est studieuse, loin des clichés à paillettes de "l'entreprise du bonheur". À quelques mètres de l'espace de travail, se trouve la porte, ouverte, du bureau de Marc Canitrot. « C'est toujours comme ça. Je suis une personne dans l'hyperconfiance, c'est donc dans cet état d'esprit que j'ai créé la société Prometil en 2007, qui vient d'être scindée en deux entités, dont Bubble Factory pour la partie innovation. J'ai voulu monter une entreprise dans laquelle j'aurais aimé évoluer », explique le gérant et fondateur. Dès le début de l'aventure, cette hyperconfiance se traduit par une grande liberté horaire, la possibilité d'évoluer en télétravail quand le salarié le souhaite, et peu de hiérarchie. Un véritable terreau d'innovation. En quelques années, la société de Marc Canitrot réussit son pari. Elle devient un acteur reconnu des solutions d'ingénierie système et travaille avec de grands comptes comme IBM. Pour autant, au bout de quelques années, le fondateur prend conscience « que ce qui se faisait avec deux personnes devient plus compliqué avec 30, d'autant plus dans une période de fort investissement ». En 2016, il fait un constat : « Nous manquions de cadre. Il a fallu trouver un équilibre entre le bien-être



« Il n'y a pas de hiérarchie entre les salariés donc pas de compétition, nous sommes traités d'égal à égal »

au travail et les besoins du client. » Pendant un an et demi, Marc Canitrot fait donc appel à une psychologue et à un manager chargés d'améliorer le fonctionnement de la société. Ce dernier, François Salazar, se partage aujourd'hui entre

le soutien opérationnel des projets et la méthodologie. « Je suis le gardien du cadre mais je n'ai d'autorité hiérarchique sur personne ! », lance-t-il. Le duo n'a pas appliqué une recette magique d'entreprise libérée. D'ailleurs, le terme ne plaît pas à François Salazar. Il lui préfère les mots "entreprise autoresponsable" ou "auto-organisée". « Ici, il n'y a pas de salle de créativité. Certaines choses ne peuvent pas se commander, comme dire aux salariés : "soyez créatifs !" », explique-t-il.

Aujourd'hui, chez Bubble Factory, les employés ont conservé une grande liberté horaire. Ils sont tous

cadres autonomes avec un forfait jour. Ils peuvent, par exemple, ne pas venir le vendredi et passer le samedi au bureau. C'est surtout un certain état d'esprit qui s'est imposé. « Certes, les horaires sont flexibles, mais c'est une question de culture d'entreprise : ici, si l'on a fait son travail, on peut partir. On ne fait pas du présentisme ! », lance Christelle Nguyen, chargée de relations clients. Quand elle est entrée dans la société il y a trois ans, la jeune femme a été surprise par plusieurs points : « J'avais l'habitude de rapports très hiérarchisés, avec des N+1, N+2, ... Là, il n'y a pas de hiérarchie entre les salariés donc pas de compétition. Nous sommes traités d'égal à égal, tout le monde peut proposer une idée. »

Un constat partagé par Olivier Blavie, développeur en alternance, arrivé chez Bubble Factory il y a six mois : « J'ai été étonné de voir que, même en étant alternant, j'ai pu prendre la parole en réunion et avoir des responsabilités. C'est très motivant ! » Tous les deux mois, Olivier Blavie fait un point avec ses collègues, notamment pour savoir si son travail correspond à ses



© Franck Aïx / JT

## LA TÊTE D'AMPOULE

# UN PHÉNOMÈNE mondial

**UNIVERSELLE.** La responsabilité sociale des entreprises n'a de sens que si elle est appliquée sur toute la planète. Nous n'y sommes pas encore, mais cela avance. Le point avec Michel Capron, professeur honoraire des universités en science de gestion et coauteur de "La responsabilité sociale d'entreprise", aux éditions La Découverte, 2016.

Déjà les plus vertueux en matière de protection de l'environnement ou d'égalité des sexes, les pays scandinaves sont aussi les champions de la responsabilité sociale des entreprises, selon l'évaluation réalisée pour le Forum international pour l'économie responsable. C'est une région où les partenaires sociaux cherchent le consensus plutôt que le conflit, où les entreprises coopèrent plutôt que de se concurrencer, où les hiérarchies sont horizontales et les salariés très engagés. « Toute l'Europe est moteur en matière de RSE, de par sa forte législation », précise Michel Capron, professeur honoraire des universités en science de gestion, spécialiste du sujet. En 7<sup>e</sup> position de ce classement, la France est à l'initiative des lois les plus strictes : « Nous représentons un repoussoir pour l'Allemagne ou les pays de l'Est de l'Europe, qui craignent que nos normes s'appliquent à tous. Mais nous sommes un modèle pour les autres. » Ainsi, la France a été, en 2001, le premier État à obliger ses entreprises de plus de 500 salariés à publier chaque année un reporting extrafinancier, c'est-à-dire le bilan de leurs démarches environnementales, sociales ou sociétales : « C'est la loi phare en matière de RSE, la plus contemporaine, adoptée dans des dizaines de pays », détaille Michel Capron. De même, le texte sur le devoir de vigilance ratifiée, en France l'an dernier est « unique au monde », faisant reconnaître la responsabilité du donneur d'ordre tout au long de la chaîne de production, au-delà des frontières.

Et puis il y a l'école anglo-saxonne, qui légifère moins, préférant s'appuyer sur le volontariat. Si les États-Unis figurent parmi les mauvais élèves de la RSE, c'est notamment parce que bon nombre des entreprises n'y font aucun effort. Pour autant, ce sont souvent les multinationales qui montrent l'exemple. Emblématique, Danone a intégré, il y a plus de vingt ans, les mêmes critères sociaux et environnementaux dans tous ses sites à travers le monde. Une pratique qui s'est répandue depuis dans de nombreux autres secteurs : « Ce n'est pas la panacée, mais cela offre toujours une base de négociation aux représentants du personnel des filiales étrangères. En attendant de réelles négociations collectives internationales ». Il arrive aussi qu'une catastrophe locale soit à l'origine d'un accord global. Le professeur honoraire prend pour exemple le millier de morts causé par l'effondrement de l'immeuble bengali du Rana Plaza, qui abritait des ateliers de confection sous-traitants de plusieurs marques de vêtements mondiales : « Les organisations syndicales internationales, les ONG et les enseignes se sont alors entendues sur des mesures de surveillance des sites de production ou sur le financement de formations. »

Bien qu'il se désespère d'apprendre, jour après jour, le nom d'entreprises qui trichent en la matière, Michel Capron ne peut que constater, partout, la multiplication des initiatives en matière de RSE : « Le monde entier est saisi du phénomène. On ne compte plus les pays qui appliquent la norme Iso 26 000 (la norme de référence de la RSE, Ndlr). Jusqu'à la Chine, qui s'en inspire largement pour élaborer sa propre réglementation. »

Philippe Salvador ✍

### MICHEL CAPRON

> Professeur honoraire des universités en sciences de gestion, coauteur (avec Françoise Quairel-Lanoizelée) de "L'entreprise dans la société. Une question politique", paru aux éditions La Découverte en 2015 et de "La responsabilité sociale d'entreprise", aux mêmes éditions en 2016 ; membre et ancien vice-président de la Plateforme nationale d'actions globales pour la RSE.



attentes. « La dernière fois, j'ai dit que j'aimerais bien rencontrer des clients. Une semaine plus tard, je faisais une démo dans une société », raconte-t-il. Si une grande liberté est donnée au personnel, l'objectif d'efficacité reste à l'ordre du jour. François Salazar y veille. Il alerte

« Tant que cela ne met pas l'entreprise en péril, nous laissons les salariés faire leurs propres expériences »

ainsi les employés sur certaines « habitudes qui ne peuvent pas durer », tout en leur permettant de se responsabiliser. « Tant que cela ne met pas l'entreprise en péril, nous laissons les salariés faire leurs propres expériences, prendre des initiatives », explique-t-il. Quand une situation ne fonctionne pas, une discussion a lieu, même si cela doit passer par un

conflit. L'auto-organisation ne va pas toujours de soi. Il est ainsi arrivé que les salariés aient du mal à prendre une décision, obligeant le chef d'entreprise à trancher. « Nous continuons à cheminer », lance Marc Canitrot. Une démarche qui « donne envie aux employés de rendre la pareille », glisse Christelle Nguyen.

Maylis Jean-Préau ✍

Jt



# AGIL'T

## guide les entreprises locales vers la RSE

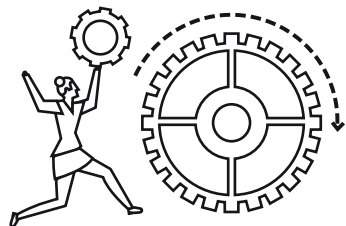
«La responsabilité sociale des entreprises a beau être au cœur de nos démarches depuis la création de l'entreprise, les certifications environnementales représentent une charge de travail énorme et les sociétés n'ont pas forcément les ressources en leur sein pour mener ces opérations. L'accompagnement d'Agil'T s'est avéré très utile dans ce domaine», assure Enzo Lanoë-Laumonier, directeur de l'innovation chez Yapak et Indika, agence de communication et imprimerie écoresponsable toulousaine. Comme une cinquantaine de consœurs, l'entreprise fait partie des signataires de la charte Agil'T, opération gratuite lancée en 2014 par Toulouse Métropole, la Chambre de commerce et d'industrie, la Chambre de métiers de Haute-Garonne et Synthetic, pôle de compétences en achat responsable et en innovation sociétale.



Partant du constat que plus de la moitié des émissions de gaz à effet de serre du territoire résulte des activités économiques, Agil'T accompagne les entreprises volontaires dans la mise en œuvre d'un plan d'action en faveur de l'environnement. Une manière aussi de permettre aux TPE et aux PME d'accéder à la commande publique. Sur les 566 millions d'euros par an consacrés par Toulouse Métropole aux achats, 42 % sont en effet dévolus aux marchés dotés de critères de développement durable. Au-delà des impacts positifs et des enjeux stratégiques (avantages concurrentiels, fidélisation des clients et employés, valorisation des filières...), «le retour de cet engagement de la part des entreprises doit également se concrétiser en termes de business», précise-t-on du côté d'Agil'T.

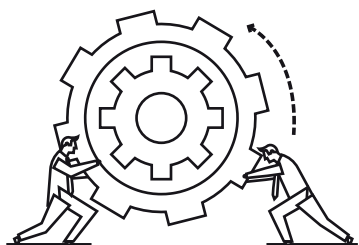
Nicolas Mathé ✍

**Jt**



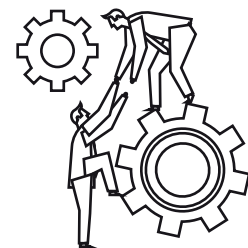
### LA CROIX ROUGE forme à la RSE

Pour sensibiliser les entreprises au concept et aux enjeux du développement durable, la Croix Rouge propose une formation. Elle aide les salariés impliqués dans la responsabilité sociale des entreprises à améliorer leurs pratiques, à réaliser des économies et augmenter la rentabilité, par des mises en situation ou des ateliers pédagogiques. Le prix s'élève à 600€ par personne ou 1650€ par groupe. En fin de formation, une attestation est remise à chaque participant.



### ICOM, communication responsable pour les entreprises

Une entreprise inscrite dans une démarche RSE, c'est bien. Le faire savoir, c'est mieux. Pour cela, Icom, une agence de communication responsable toulousaine, conçoit des campagnes publicitaires de RSE, pour le lancement d'un événement, d'un produit ou pour une démarche collective. Cette agence suit un cahier des charges strictement responsable et transparent, pour répondre aux besoins d'impact et d'efficacité de ses clients-annonceurs. Icom propose aussi une formation à la communication responsable et à la communication sur le développement durable.



### MyRSEnetwork

MyRSE Network est une suite logicielle (plateforme, application mobile et site Internet), qui aide les entreprises et les organisations à intégrer la RSE dans leur fonctionnement. La plateforme collaborative permet de coconstruire et de piloter facilement leurs démarches sociales, sociétales et environnementales. L'application géolocalise les acteurs d'un même secteur d'activité, regroupe l'actualité, et informe des dernières réglementations ou des études sur la RSE. Le site Internet délivre enfin des conseils aux entreprises pour communiquer sur leurs engagements.

[my-rse.com/network/](http://my-rse.com/network/)



© MyRSEnetwork



VOUS ALLEZ EN ENTENDRE PARLER

# QUAND LA RESPONSABILITÉ environnementale devient rentable

Mecaprotec est spécialiste du traitement de surface, principalement pour le secteur aéronautique. Cela consiste à modifier l'aspect ou les caractéristiques d'une pièce métallique. En peignant, alliant, sablant ou décupant ; à partir d'aluminium, d'inox, de titane, de zinc ou de nickel. Le site de Muret, où travaillent 430 salariés, est une Installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE), c'est à dire « susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains ». Dans cette industrie, les normes écologiques évoluent sans cesse : « Tout est encadré par des arrêtés préfectoraux, avec des substances classées, des seuils à ne pas dépasser, en flux et en concentration », explique Pierre Bares, le directeur général de Mecaprotec.

Depuis 2001, le groupe tente de réduire son impact sur l'eau, le sol et l'air. Labellisé ISO 14001, OHS 18001, il devance systématiquement les nouvelles réglementations en s'appliquant avant les autres des cri-

tères toujours plus drastiques : « Après la catastrophe d'AZF, les normes se sont durcies mais nous n'avions pas attendu de nous faire taper sur les doigts. Nous étions déjà en conformité », se souvient celui qui, à l'époque, occupait chez Mecaprotec le tout nouveau poste de responsable sécurité-environnement. Il a supervisé par exemple le remplacement anticipé de la station d'épuration des eaux usées, une batterie d'analyse de certaines substances en dehors de toute obligation réglementaire, ou une campagne pour s'assurer qu'aucun produit polluant du site n'était rejeté dans le milieu naturel. Des efforts qui relèvent autant de la fibre écolo que du souci de compétitivité : « La sécurité et la qualité environnementales sont des points forts pour rester sur le marché avec notre activité. Nous nous devons d'y être si nous voulons garder une avance concurrentielle », confirme Pierre Bares. La réduction des déchets et des consommations d'eau compense en partie les investissements nécessaires. Chaque étage du groupe est bien sûr concerné et, dans son centre de formation, cinq ingénieurs à temps plein dispensent aux salariés des modules spécifiques à l'environnement.

Philippe Salvador ✍

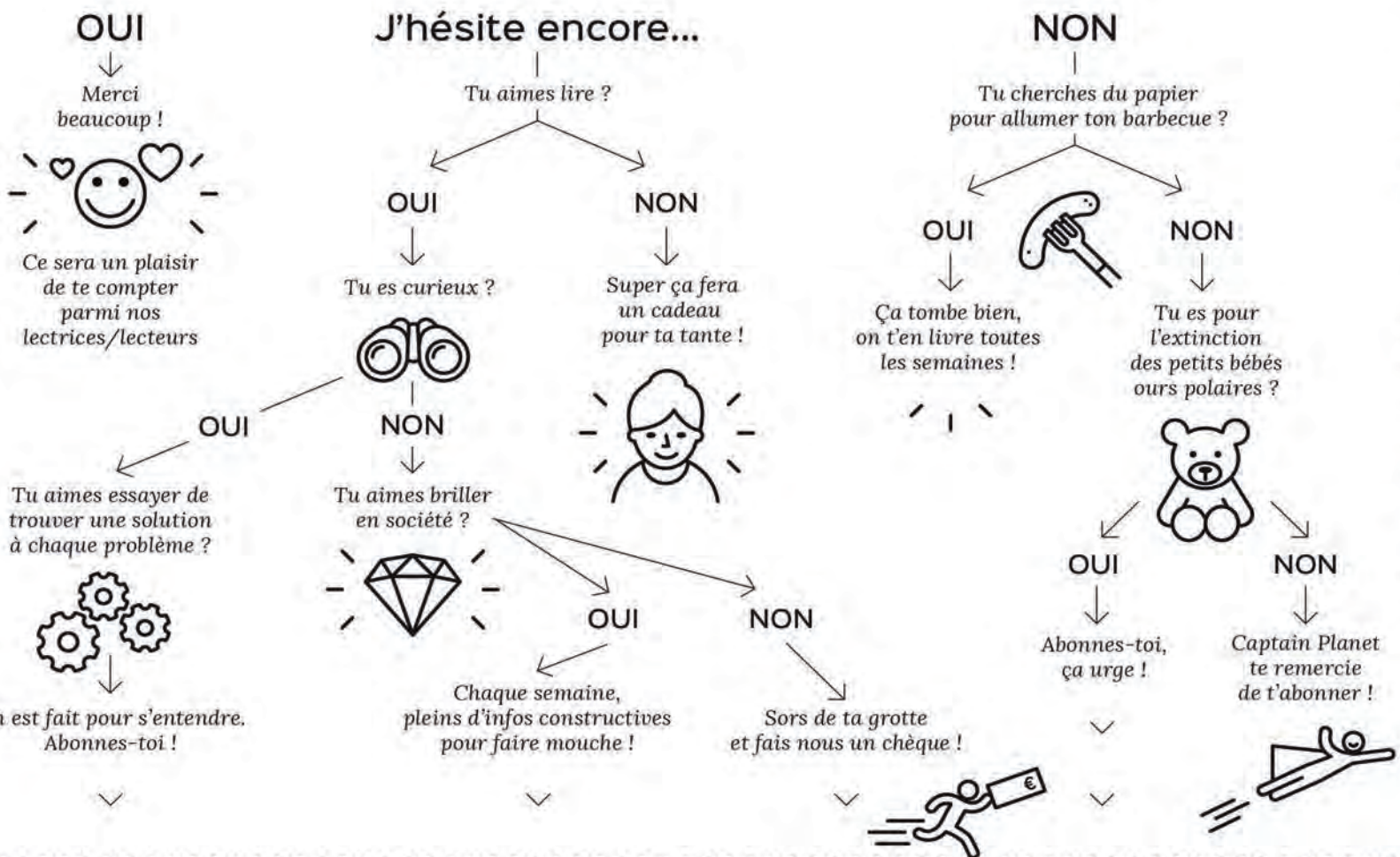


© vlerror208

Jt

Veux-tu

LE JOURNAL TOULOUSAIN  
DES SOLUTIONS CHAQUE SEMAINE



ABONNEMENT 6 MOIS / 26 € : édition papier + Web  
ABONNEMENT 1 AN / 48 € : édition papier + Web offert

OUI Je m'abonne au JT !

6 MOIS  1 AN

Nom \_\_\_\_\_  
Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
CP \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Mail \_\_\_\_\_

Par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulouseain

Par carte bancaire n° \_\_\_\_\_

Expire fin \_\_\_\_/\_\_\_\_/\_\_\_\_ Cryptogramme \_\_\_\_\_

Signature obligatoire

Bulletin à retourner accompagné  
de votre règlement à  
Le Journal Toulouseain  
32, rue Riquet  
31 000 Toulouse

Jt  
LE JOURNAL  
TOULOUSAIN



## GRAND ANGLE

Occitanie : quelle égalité des chances  
POUR LES MALVOYANTS ?

**ENTRAÏDE.** Appliquant le principe "ensemble, on est plus forts", six associations occitanes se constituent en un comité régional des acteurs du monde de la déficience visuelle. Pour échanger leurs expériences et leurs compétences, très concrètement, sur le terrain.

Il n'a pas encore de nom. La décision de la création d'un comité ayant été actée il y a seulement trois semaines, le projet en est à ses balbutiements. Mais les bases sont posées : six associations agissant en faveur des aveugles et malvoyants travailleront désormais ensemble. L'objectif étant de peser plus lorsqu'il s'agit de faire passer un message aux pouvoirs publics et aux institutions.

L'initiative de ce regroupement est née, entre autres, d'un constat : celui des inégalités de la prise en compte du handicap selon les territoires. « Il n'existe pas les mêmes services en zone urbaine et à la campagne. Certaines villes sont aussi plus avancées que d'autres en termes de structures accessibles aux non-voyants alors qu'il y a des endroits où l'accès aux bâtiments laisse encore à désirer et où de nombreux musées ne sont pas bien adaptés », relève Adeline Coursant, directrice du Centre de transcription et d'édition en braille (CTEB) de Toulouse, à l'origine de la création du comité. Pour résoudre ces difficultés, les six associations réparties dans l'ensemble de la région Occitanie, ont décidé de mutualiser leurs connaissances et de prendre ce qu'il y a de mieux chez les autres. « À Montpellier, par exemple, les déficients visuels sont très bien représentés, grâce notamment à Thierry Jammes, président de la Fé-

dération des aveugles et amblyopes de France, qui se trouve sur place », note Adeline Coursant. Quelles solutions ont été apportées ? Comment une structure a-t-elle réussi à obtenir une subvention, et comment s'en inspirer ? Les réunions s'annoncent riches en brainstorming pour que chacun en ressorte renforcé.

À Toulouse, la directrice du CTEB reconnaît que, côté transports, leurs revendications



sont relativement bien prises en compte. « Tisseo dispose d'une commission accessibilité, à laquelle je participe », précise-t-elle. Pour autant, elle passe beaucoup de temps, avec son groupe, à tester différents équipements : « Les nouveaux bus, les ascenseurs... Et en ce moment, on planche sur la future troisième ligne de métro. » Elle se bat aussi pour un affichage en braille dans les stations, afin que les malvoyants puissent s'orienter plus facilement.

L'actualité des aménagements toulousains leur donne matière à réflexion, avec en particulier les travaux de la gare Matabiau.

Un dossier qui mettra en évidence la pertinence de la création du comité puisque les acteurs toulousains pourront compter sur l'expertise de Thierry Jammes, le "monsieur gare" du réseau. « Très actif à Montpellier, il a une vraie crédibilité, et viendra nous aider à vérifier l'accessibilité de la future gare toulousaine », explique Adeline Coursant.

Échange de compétences entre des villes de tailles, et donc de besoins, différents, comme Nîmes ou Pamiers, bouillonnements d'idées, le comité régional fonctionnera comme un accélérateur de projets. « Son rôle d'entraide et de facilitateur de contacts est primordial », ajoute Adeline Coursant. Prochaine étape : la rédaction d'une charte éthique, et, bien sûr, le vote pour baptiser officiellement ce nouveau groupement.

Claire Villard ✍

« Certaines villes sont plus avancées que d'autres en termes de structures accessibles aux non-voyants »

## À LA LOUPE

Des MARAÎCHERS  
TOULOUSAINS à l'Élysée

**TAPIS ROUGE.** Maraîcher à Launaguet, Denis Miotto était à l'Élysée vendredi dernier à l'occasion d'une cérémonie dédiée aux produits de proximité. Il y représentait les producteurs de la ceinture verte de Toulouse, fiers d'une longue tradition qui résiste et pourrait même connaître un nouvel essor.

« Emmanuel Macron et sa femme Brigitte se sont arrêtés à notre stand et se sont resservis plusieurs fois de nos radis, c'était un moment très agréable », raconte Denis Miotto, maraîcher à Launaguet. À l'occasion de la traditionnelle cérémonie précédant le 1<sup>er</sup> mai, dédiée d'ordinaire au muguet, l'homme était invité vendredi dernier par le marché de Rungis à l'Élysée pour un événement destiné cette année à mettre en avant les produits alimentaires de proximité. Un moment émouvant pour ce fils de producteurs de violettes, installé à Launaguet depuis les années 1940 : « C'est grâce à Maguelone Pontier, présidente du Grand marché de Toulouse (ex MIN,

ndlr) que nous avons été invités. Elle fait un travail remarquable pour nous soutenir. Nous en avons tellement bavé pour continuer à exister que cela fait chaud au cœur de voir notre labour valorisé ». Fier de représenter l'association des producteurs de la ceinture verte de Toulouse, Denis Miotto avait ramené, en plus de ses radis, diverses denrées produites par des collègues : poireaux, asperges, fraises, jus de fruits... « En 1950, il y avait entre 900 et 1 000 maraîchers autour de Toulouse. Aujourd'hui, nous ne sommes plus que 350. Mais nous sentons bien que le regard sur les producteurs est en train de changer. Il faut donner envie aux jeunes de prendre la relève. D'ailleurs, la mairie de Blagnac met à disposition des terres pour cela. Il ne peut plus y avoir de grosses exploitations au cœur de l'agglomération, mais en faisant de la qualité, on peut s'en sortir », conclut celui qui se définit comme un radis-ologue.

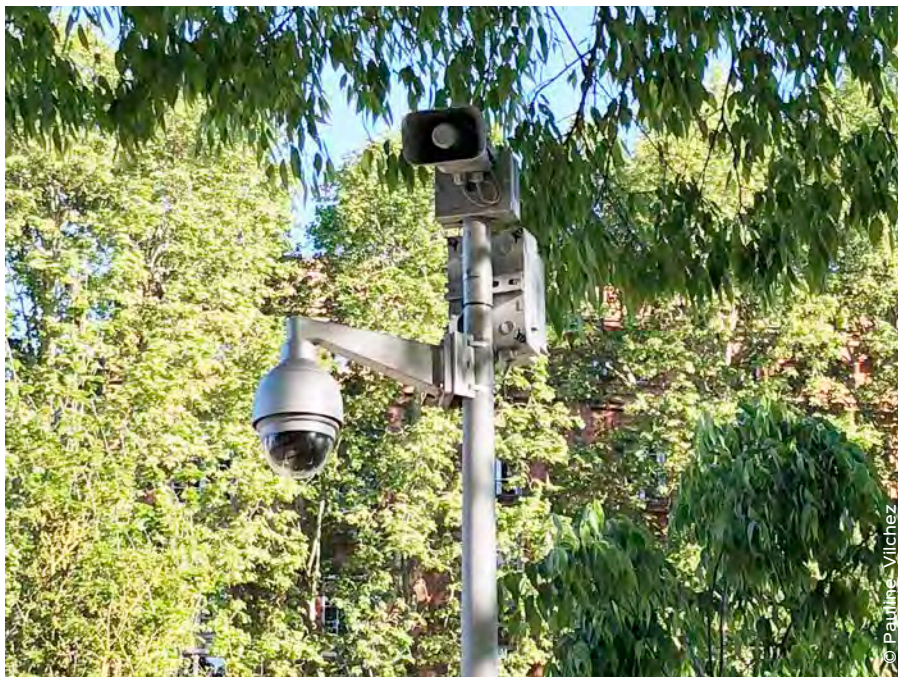
Nicolas Mathé ✍

ET MAINTENANT ?

## LES YEUX ET LA VOIX de la Daurade

**UBIQUISTE.** Une caméra de surveillance munie d'un haut-parleur sur le quai de la Daurade a défrayé la chronique. Ce dispositif en phase d'expérimentation depuis septembre 2017, a pour but de diminuer les incivilités. Ses détracteurs y voient une atteinte aux libertés publiques.

C'est le post Facebook d'un Toulousain qui a lancé l'alerte fin avril. La police municipale interpelle désormais, à travers le haut-parleur d'une caméra de surveillance située sur le quai de la Daurade, les habitants qui commettent des incivilités. Pour Olivier Arzac, l'adjoint au maire chargé de la sécurité, « il s'agit de petits rappels à l'ordre pour assurer la tranquillité publique, préalables à une éventuelle intervention d'une patrouille. Trois fois sur quatre, l'infraction cesse immédiatement car l'effet de surprise rend l'avertissement efficace », signale l'élu. Mais les associations ne l'entendent pas de cette oreille : « On est véritablement en train de basculer dans quelque chose d'orwellien », redoute Pascal Nakache, avocat, président d'honneur de la section toulousaine de la Ligue des droits de l'Homme, qui dénonce la mise en place de caméras de surveillance dans les lieux publics. Le juriste fait référence à "1984", un livre qui dépeint un état totalitaire où chacun serait soumis au contrôle d'un Big Brother omniprésent. De même, si le dispositif du quai de la Daurade venait à se généraliser dans les rues de Toulouse, « les habitants seraient interpellés au vu et au su de tout le monde, parce qu'un agent aura repéré non pas une infraction mais quelque chose qui ne lui a pas plu ». L'avocat explique ainsi comment les machines s'installent en lieu et place de la police humaine de proximi-



té, au détriment de la vie privée et des droits de libre circulation : « Les citoyens n'ont pas pris conscience du recul que cela représente. Certains s'imaginent qu'ils n'ont rien à se reprocher et tolèrent ainsi que l'on s'assoit sur nos libertés publiques. » D'autant que la vidéosurveillance est désormais largement acceptée : selon un sondage réalisé en novembre 2013 par l'Ifop pour l'agence Comexposium, 83% des plus de 15 ans sont

« Les citoyens n'ont pas pris conscience du recul que cela représente. »

favorables à la mise en place des caméras de surveillance dans les lieux publics, 72% sont pour un système de reconnaissance faciale et 74% pour être géolocalisé par les secours. L'association Souriez, vous êtes filmés milite aussi contre ces dispositifs de surveillance qu'elle décrit comme chers, inefficaces, électoralistes et la conséquence d'une dérive sécuritaire. Depuis 1995, ce collectif de personnes « désireuses de ne pas sombrer dans une société de technologie répressive » organise des actions de masquage de caméras et entreprend de nombreux recours juridiques, notamment contre l'utilisation des radars de sécurité routière. Pour la Ligue des droits de l'Homme, la vidéosur-

veillance n'est pas la solution pour faire diminuer les infractions : « Des études prouvent qu'au lieu de les faire cesser, elle ne fait que les déplacer. » L'ONG souhaite donc élargir le débat. Elle est convaincue qu'en réduisant les inégalités, les Français seront plus impliqués dans la société et commettront moins d'infractions. « Nous ne versons pas dans l'angélisme pour autant », assure Pascal Nakache, persuadé qu'il est quand même nécessaire que certains systèmes de surveillance et de punition restent en vigueur. Pour lui, c'est par une politique de solidarité que l'ensemble de la population « sera responsabilisée, et non pas par une vidéosurveillance permanente ».

Pauline Vilchez ✍

ÇA BOUGE !

## INDIGO WEEL, le vélo à deux pas de chez soi

**PELTON.** Indigo Weel débarque à Toulouse avec son concept de free-floating. Des vélos sans stations disséminés aux quatre coins du centre-ville.



D'ici la fin du mois d'avril, 1 090 vélos aux couleurs d'Indigo Weel seront déployés à Toulouse. Le principe est simple : pas de borne d'attache. « Nous voulons proposer une nouvelle vision du libre-service qui se démarque par sa facilité d'utilisation », explique Jean Gadrat, directeur général adjoint d'Indigo Weel.

Depuis une application mobile, l'utilisateur, ou Weeler, peut localiser les vélos disponibles. Ensuite, il doit flasher un QR code pour activer la location (payante, avec ou sans abonnement) et abaisser un loquet pour y mettre fin.

« Pas de contrainte de stationnement », c'est la promesse d'Indigo Weel. Il faut simplement veiller à déposer son deux-roues de façon

à ne pas gêner la circulation. Le tout dans un périmètre bien défini. « À Toulouse, la zone établie s'étend sur 10 km<sup>2</sup>. Elle couvre le centre-ville, le quartier de la gare Matabiau et les alentours de l'université Toulouse 1 Capitole », indique le directeur adjoint.

Indigo Weel s'appuie sur des équipements robustes géolocalisés et sur une communauté concernée pour pallier les incidents de vandalisme. Une charte d'utilisation à destination des Weelers sera rédigée en ce sens par la municipalité dans les prochaines semaines. « Nous sommes très attentifs à cette problématique. En France, moins de 5% de nos unités ont été détériorées », affirme Jean Gadrat. Car la Ville rose n'est pas la première à adopter le système. La marque affiche près de 45 000 usagers et 3 400 vélos déployés à Metz, à Tours, à Bordeaux et à Lyon. C'est maintenant au tour des Toulousains de disposer d'une nouvelle offre pour se mettre au deux-roues.

Hugo Bernabeu ✍

# IL MÉRITE DE FAIRE LA UNE

## François DELAROZIÈRE

L'homme machine

À l'automne 2018, il inaugurera la Halle des mécaniques à Montaudran et sa machine géante, le Minotaure, prendra ses quartiers à Toulouse. Entre Nantes, Tournefeuille et la Chine, François Delarozière continue de réenchanter le paysage urbain avec ses créatures fantastiques.

✍ Maylis Jean-Préau



© Jordi Bover

**ÉPILOGUE.** C'est un incroyable bestiaire ! 200 drôles d'animaux vont s'installer à Montaudran dès cet automne. Prévu par la précédente municipalité, le projet de Halle des mécaniques va bien aboutir. « Pendant quatre jours, un spectacle avec le Minotaure permettra d'inaugurer le lieu », se réjouit François Delarozière, le directeur artistique.

**BÊTES.** Les créatures monumentales de François Delarozière, mondialement connues, sont nées dans son esprit d'étudiant. « J'ai grandi à Marseille, j'étais assez mauvais élève et je me suis orienté par dépit vers une formation agricole », explique-t-il. Le jeune garçon étudie la nature du sol, la génétique de l'animal... et y prend goût ! S'il rejoint ensuite les beaux-arts, François Delarozière garde en lui « l'observation de la nature ». Ses compétences en zootechnie lui servent aujourd'hui pour dessiner ses machines.

**HASARD.** « J'avais 17 ans quand je suis entré dans l'aventure du Royal de Luxe, une compagnie de théâtre de rue qui raconte une histoire à une ville entière ! Ils étaient des défricheurs incroyables », se souvient François Delarozière. En 1987, il suit le Royal de Luxe à Toulouse et y reste 12 ans : « Nous avons installé notre atelier dans une ancienne fabrique de chaussures à Blagnac, devenue L'Usine à Tournefeuille. »

**CRÉATION.** Pour Royal de Luxe, François Delarozière se met à dessiner et à façonner des objets. « Mon père était un bâtisseur, j'ai grandi dans cet univers de la construction », s'amuse-t-il. Soudeur, mécanique... Il se forme sur le tas et fonde la compagnie La Machine en 1999.

**POLYGLOTTE.** En 2003, un nouveau défi attend François Delarozière: accompagner le développement urbain de l'île de Nantes en installant ses machines sur les chantiers navals désaffectés. Le site accueille 700 000 visiteurs par an. François Delarozière est aussi centré sur d'autres objectifs : « Nous participons à la restructuration du front de mer à Calais et nous avons des projets en Chine, où notre spectacle " Long Ma, le cheval-dragon" a déjà tourné. » Les drôles d'animaux n'ont pas fini de sortir de son imagination.

## TOP WEB



**Maïthé Carsalade @mcarsalade1131 / 01-05:** « Et pendant tout ce bordel, Macron chasse le kangourou... »

**Jean-Jacques Bolzan @JJBolzan / 01-05:** « Pourquoi ne pas faire des retenues sur salaire ou sur les aides sociales afin que ces casseurs remboursent les dégradations faites ? »

**Joël Carreiras @JoelCarreras / 02-05:** « Crise de la gauche + crise de la droite = black blocs + génération identitaire ? Et d'étonnantes gestions de crises qui interrogent... »

**Carole Delga / 27-04:** « Malgré une croissance économique médiocre, depuis le début de l'année, le chômage recule nettement partout dans La Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée. En parallèle le nombre d'emplois créés progresse. C'est un vif encouragement à accentuer notre action pour l'économie, la formation et l'innovation dans l'ensemble de nos territoires ! »

**MJS 31 / 01-05:** « Motivés pour la manifestation du 1er mai ! Plus que jamais remontés contre la politique de droite d'Emmanuel Macron »

**Antoine Maurice / 02-05:** « La pollution de l'air tue 7 millions de personnes par an dans le monde, alerte l'OMS. Neuf habitants sur dix respirent quotidiennement un air trop chargé en particules fines. Premières victimes: les enfants. »

**Pierre Cabaré / 26-04:** « Table ronde au Secrétariat à l'égalité femmes-hommes @Egal\_FH qui s'associe avec @Festival\_Cannes pour lutter contre le #sexisme dans le secteur du #cinéma. Plaisir de partager ce moment avec la grande réalisatrice @lisazuelos et mes collègues @LaREM\_AN #NeRienLaisserPasser »

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

# Blocage à l'université Jean-Jaurès, LES ÉLUS HAUSSENT LE TON

**RÉCUPÉRATION.** Lundi 30 avril, le blocage de l'université toulousaine Jean-Jaurès était reconduit jusqu'au 3 mai. Dans le viseur des étudiants en colère, la réforme votée le 15 février dernier et qui acte, dès la prochaine rentrée, la sélection dans les facultés françaises. Une situation qui interpelle bien au-delà du milieu universitaire.

476 voix pour, 282 contre, 38 absentions. C'est le résultat du vote tenu le 30 avril sur la reconduite du blocage de l'université Jean-Jaurès, effectif depuis le 6 mars. En cause, la sélection des étudiants dès la première année universitaire. Mais si le blocage n'en finit pas d'agiter la faculté de sciences humaines, les élus toulousains se font eux aussi entendre. Le 21 mars dernier, Corinne Vignon, députée LREM dans la 3<sup>e</sup> circonscription de Haute-Garonne interpellait à l'Assemblée nationale, Frédérique Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur pour remédier à la situation : « Je suis une élue de terrain, j'ai fait cette intervention après avoir reçu des courriers de parents inquiets à l'idée que leur enfant perde une année de fac », commente aujourd'hui celle qui affirme « faire du lobbying auprès du cabinet de la ministre sur le sujet ».

Car si le blocage de l'université Jean-Jaurès semble préoccuper la députée, elle n'est pas la seule sur l'échiquier politique toulousain. Laurence Arribagé, présidente des Républicains de Haute-Garonne twittait il y a quelques jours son soutien à l'action de l'Uni. Le syndicat étudiant de droite a en effet déposé un référé au tribunal administratif de Toulouse pour que la justice ordonne le déblocage de la faculté. « Ces pseudo assemblées générales sont un simulacre de démocratie. Il y a une majorité silencieuse d'étudiants qui a envie d'étudier », estime Laurence Arribagé.



## LUTTER AUTREMENT ?

Cette « envie d'étudier », le maire de la ville a lui aussi voulu y faire référence, allant jusqu'à proposer à l'administrateur provisoire de l'université Jean-Jaurès de mettre à disposition des salles municipales « pour la reprise des activités universitaires ». Une idée qui, dans l'opposition, a fait réagir. « M. Moudenc n'est pas président de l'université », note Pierre Lacaze, secrétaire départemental du PCF avant de préciser : « La droite essaiera d'opposer les bloqueurs à ceux qui souhaitent passer les examens, mais le clivage n'est pas là, il est dans l'efficacité de l'action. » Hostile à la sélection à l'université mais aussi à la poursuite du blocage, estimant « qu'il divise les étudiants et personnels en lutte », l'élu plaide pour une opposition plus fédératrice face à la politique gouvernementale. De son côté, le tribunal administratif a ordonné le déblocage de la faculté.

Vanessa Vertus ✍



## Un 1<sup>er</sup> mai EN ORDRE DISPERSÉ

Environ 8000 manifestants sont descendus dans les rues de Toulouse ce 1<sup>er</sup> mai, selon les organisateurs. Étudiants, cheminots, ou représentants de la fonction publique protestaient contre les dernières réformes du gouvernement. Les syndicats, n'ayant pas fait d'appel unitaire, ont défilé en ordre dispersé.

POLITIC' PORTRAIT



## MARC PÉRÉ, ingénieur citoyen

Maire sans étiquette de L'Union depuis 2014, Marc Péré est également vice-président de Toulouse Métropole en charge des déchets urbains. Ingénieur de formation, il a été directeur du pôle Aerospace Valley, mais son engagement pour une « démocratie citoyenne » a pris le dessus.

Assez actif sur Facebook ou Twitter, Marc Péré n'hésite pas à donner son opinion de manière tranchée ou à pousser des coups de gueule. « La gestion d'une commune n'est pas très politique, dans le sens où 80 à 90 % des dépenses sont obligatoires. En revanche, mon expression politique métropolitaine, nationale et internationale passe par les réseaux », explique le maire de L'Union. Une façon également pour celui qui a grandi à Pau, dans une famille d'intellectuels très engagée « à gauche de la gauche », de soutenir des initiatives qui lui parlent, à l'image du cercle de réflexion Archipel Citoyen.

Ingénieur Enseignant de formation, il intègre Sciences Po Paris après « de très belles années » à Séoul comme attaché scientifique à l'Ambassade de France. Un parcours assez atypique qui va d'abord le conduire à une carrière d'ingénieur spatial, dans le domaine des satellites d'observation de la Terre notamment. En 2011, il est nommé à la direction du pôle de compétitivité Aerospace Valley, « poste passionnant où l'on fait de la politique économique », qu'il quitte à la fin de son mandat en 2015 pour se consacrer à sa ville.

Car dès 2001, Marc Péré est élu conseiller municipal d'opposition à L'Union. Dans cette commune du Nord-Est de l'agglomération, il crée en 2008 Ludy-sol, L'Union dynamique et solidaire, « un mouvement citoyen d'intérêt communal ». « C'est le travail d'information et d'explication que nous avons mené qui nous a permis de gagner en 2014. L'Union est une ville qu'il fallait réveiller en apportant une ouverture citoyenne et démocratique », assure-t-il. Engagé sur de nombreux dossiers, comme celui du péage de L'Union qu'il juge « discriminant socialement et géographiquement », l'élu métropolitain est convaincu que la politique doit aujourd'hui se faire avec les citoyens. À l'origine sur sa commune d'un débat sur la gestion de l'eau, il se dit ainsi favorable à une votation sur le sujet. Conscient que c'est à l'échelle de la métropole que les décisions se prennent, Marc Péré se bat cependant pour la survie de l'échelon communal. « Sans cela, on aura un vrai déficit démocratique avec des élus hors sol », juge-t-il.

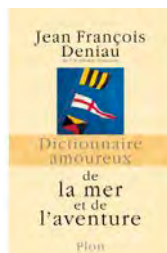
Paul Périé ✍



## Jeux CONCOURS

Gagnez l'un  
de ces cadeaux  
en envoyant  
un mail à : [redaction  
@lejournaltoulousain.fr](mailto:redaction@lejournaltoulousain.fr)  
Mettre en objet :  
Jeux concours

\*Dans la limite des stocks  
diponibles



## LIVRE

### "Dictionnaire amoureux de la mer et de l'aventure"

Un dictionnaire de la mer très personnel, par un grand navigateur, dans lequel se mêlent définitions de termes marins et aventures extraordinaires de capitaines courageux. Au fil des pages, nous croisons Barbe-Noire, Christophe Colomb ou bien encore Olivier de Kersauson. La houle est forte mais les plus grands, le capitaine Cook ou Eric Tabarly, tiennent la barre, pendant que le lecteur ébloui va à la pêche miraculeuse de termes enchanteurs, juvant ou nadir, et s'initie aux secrets des îles mystérieuses.



## DVD

### "Stars 80" (la suite)

Quatre ans maintenant que la tournée "Stars 80" remplit les salles. Alors que les chanteurs partent pour une semaine de ski bien méritée, leurs producteurs Vincent et Antoine découvrent qu'ils ont été victimes d'une escroquerie et risquent de tout perdre. Seule solution pour couvrir leurs dettes : organiser LE concert du siècle en seulement 15 jours !

## SORTIR

# Ombres blanches, UNE PAGE SE TOURNE EN DOUCEUR



**CHAPITRE.** Insoumise aux seules lois du best-seller, la 4<sup>e</sup> librairie indépendante de France imprime son style en ville depuis 1975. Alors que l'emblématique Christian Thorel s'apprête à passer le relais, le lieu continuera de s'appuyer sur les valeurs qui ont fondé sa réputation.

Jean-Paul Archie, fondateur d'Ombres Blanches, a transmis les clés de sa boutique dès 1979. Quatre ans après sa création, la librairie, qui doit son nom au titre d'un film surréaliste de 1928, est ainsi revenue à Christian Thorel et à sa femme Martine, eux aussi amoureux de cinéma. À l'époque, le 48 rue Gambetta s'étend sur 80 mètres carrés. Avec leur ami Jérôme Lindon, fondateur des éditions de Minuit, la bataille est rude pour l'obtention de la loi sur le prix unique du livre et pour tenter de sauver les "petites" librairies et les éditeurs indépendants.

Durant 40 ans, le lieu résiste, rachète les pas de porte du quartier et gagne du terrain sur la crise du livre. Pendant que recule le goût français pour la lecture, que les géants du e-commerce avancent et que de grands noms disparaissent au profit de machines à espresso, Ombres Blanches enracine la culture dans le béton du centre-

ville. Le couple Thorel savoure et transmet peu à peu le flambeau.

Dans les bureaux, Emmanuelle Sicard et Aliénor Mauvignier ont repris la direction générale de l'entreprise ainsi que la majorité de son capital. Les deux libraires du magasin prennent discrètement le relais d'une aventure encore largement incarnée par la figure Thorel, qui confie : « J'ai passé trente ans de ma vie, jusqu'en 2010, à travailler sept jours sur sept pour cette librairie. » Pour les deux collaboratrices, le processus de transition s'amorce dès 2010 justement, fidèle à la vision de leur prédécesseur : où le "nous" passe avant le "je".

Quand il aborde cette nomination, Christian Thorel assure que « rien n'a changé. Ce qui importe ce sont nos valeurs et elles restent les mêmes », poursuit celui qui écrivait, à l'occasion des 40 ans de la librairie : « Les vertus de la lecture, c'est l'espoir d'être ensemble, autour d'une cause. » Aujourd'hui, Ombres Blanches étale, sur 2 000 mètres carrés, ses 140 000 références, sélectionnées à la main par une équipe d'experts, qui ont souvent traversé la France pour décrocher le job de leur rêve.

« Être libraire indépendant, c'est avoir le souci de la cité »

Ce sens aigu de l'exigence, signature de la maison, relie les 50 employés, tous passés par le sacro-saint entretien d'embauche de quatre heures. Un rôle de passeur, désormais concurrencé par la vente à distance. « Avec la numérisation du livre, on nous parle de la fin de notre métier depuis les années 1990. Mais elle n'est pas advenue car notre travail, c'est de faire en sorte que vous trouviez ce que vous ne cherchez pas », promet Christian Thorel.

Celui qui restera président d'Ombres Blanches jusqu'en avril 2019 décrit sa librairie comme un espace fusionnel au cœur de la ville, où se croisent lecteurs, libraires, auteurs, visiteurs, travailleurs et inactifs. « Être libraire indépendant c'est avoir le souci de la cité. La librairie est le lieu de l'universalité », poursuit-il. Hors les murs aussi, elle se fonde dans la ville, au travers d'événements ouverts, dont, là encore, les publics sont la raison d'être.

Lucile de La Reberdière ✍

ombres-blanches.fr

## Humain, NON HUMAIN

Après le succès de sa première édition, L'histoire à venir... revient. Le festival, co-créé par Ombres Blanches, rassemble 85 événements pour interroger les relations que l'humanité entretient avec les animaux, les dieux, les superhéros, les machines ou même la vie extra-terrestre. Entrée libre mais soutien nécessaire.

Du 17 au 20 MAI



## En campagne avec DES ANTI-PUBLICITÉS

**RÉCLAME.** À l'occasion de la journée mondiale contre la publicité, le groupe local de Résistance à l'agression publicitaire (Rap) a coorganisé une exposition sauvage et militante dans le quartier Saint-Cyprien. Une cinquantaine d'espaces publicitaires ont été recouverts par des œuvres grand format pour interpeller les passants sur leur place dans l'espace public.

Dimanche matin. Une paisible ambiance flotte sur la place intérieure Saint Cyprien. Quelques cyclistes glissent silencieusement au milieu d'un trafic encore clairsemé, pendant que les garçons de café donnent un dernier coup d'éponge sur les tables de terrasses. La ville, engourdie par le passage à l'heure d'été, paresse et rechigne à s'éveiller. Au coin des allées Charles-de-Fitte, un petit groupe d'une dizaine de personnes discute autour d'un thermos de thé. À chaque nouvelle arrivée, on fait les présentations puis la conversation reprend son cours. Mobilisations à l'université, journée internationale du bonheur ou actualités des "désos", un mouvement qui organise des formations et promeut l'action directe non violente... C'est un véritable micro-forum de l'activisme qui s'improvise sur un bout de trottoir, en attendant les retardataires. Jeunes gens, personnes âgées ou petite famille, tous les membres de cette assemblée hétéroclite sont venus prêter main-forte à l'installation de la deuxième exposition sauvage, coordonnée par le groupe local de Résistance à l'agression

publicitaire, le Rap-Toulouse, dans le cadre de la journée mondiale contre la publicité.

« Le but de cette action est de dénoncer le système publicitaire tel qu'il fonctionne aujourd'hui. Alerter et informer sur ses abus et l'aspect agressif de la pub envers les gens qui la subissent sans en faire le choix », explique Tanguy, un membre actif du Rap, avant de débiter les opérations. Par petits groupes, la quinzaine de participants se répartit les affiches et se lance à l'assaut des abris-bus du quartier et autres "sucettes", ces panneaux publicitaires sur pied. « Le Rap est une association legaliste, nous veillons donc à ce qu'il n'y ait pas de dégradation. C'est du simple recouvrement », précise Tanguy. Un rouleau de gros scotch, pour accrocher les affiches sans dégâts, ainsi qu'une copie de la déclaration de la manifestation déposée en préfecture et dûment visée par les autorités ont été distribués à chacun des groupes, pour prévenir d'éventuelles complications avec les forces de l'ordre.

Une heure plus tard, toutes les affiches sont placardées. Ici, une huître immense couvre le visage d'une femme dont on a tiré, pour des besoins commerciaux, un portrait suggestif en dessous aguicheurs. Là, c'est une carte du monde qui remplace un double burger célèbre, pour dénoncer l'appétit impérialiste de l'oncle Sam. Plus loin, c'est "Le Cri" de Munch qui est revisité sur l'image d'un mannequin puis un simple paysage crayonné qui ouvre poétiquement l'horizon d'un abribus. La plupart des œuvres sont accompagnées de messages écologistes ou de slogans appelant à interroger la société de consommation. « Depuis plusieurs mois, nous organisons, avec différents collectifs, des ateliers participatifs. Nous avons invité des gens à s'ap-

roprier librement une affiche en la recouvrant ou en travaillant sur le principe du détournement. Nous voulions que n'importe qui puisse répondre à la publicité et être lui-même émetteur d'un message », précise Sam, membre du Rap et auteur d'un mémoire sur le détournement de l'espace publicitaire.

« Dénoncer  
le système publicitaire  
tel qu'il fonctionne  
aujourd'hui »

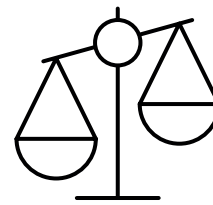
Une fois le stand d'information dressé, le groupe se lance dans la construction d'une bibliothèque gratuite. Quelques coups de visseuse dans des palettes et la dernière sucette de la place se retrouve enveloppée par des rayons de livres en libre

service. Cette initiative exacerbe les réactions. « C'est scandaleux ! », s'offusquent plusieurs passants. « Il y a des lois ! Ils ont bien le droit de mettre de la pub, ils ont payé pour ça ! », assène l'un d'eux, visiblement agacé. « Justement, nous militons pour qu'ils ne puissent plus acheter illégalement ce droit... Venez donc vous informer ! », répond en vain un membre du groupe. « Je n'ai jamais adhéré à ce genre d'action », argumente M. Besnard, un ancien chef d'entreprise habitant du quartier. « Ce que je ne supporte pas, c'est la dégradation pour affirmer trois idées. » Mais, après avoir appris que l'initiative avait été légalement déclarée en préfecture, le regard du riverain change : « Je vois qu'ils font ça proprement et ne sont pas en train de tout casser. Il ne faut pas avoir de réactions à chaud. C'est original et le concept fait réfléchir. »

## Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1<sup>er</sup> janvier 2018, fixe le prix de la ligne à 4.16€ HT pour le département de la Haute-Garonne.



PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

### AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

#### Demande d'autorisation de consolidation et de sécurisation de la chaussée de Saint-Martory Commune de Saint-Martory

Une enquête publique, est ouverte, portant sur la demande d'autorisation de consolidation et de sécurisation de la chaussée de Saint-Martory, sur la commune de Saint-Martory.

La personne responsable du projet est M Sébastien Prudhomme (Syndicat Mixte de l'Eau et de l'Assainissement de Haute-Garonne Tél : 05.61.24.98.66 ) auprès duquel des informations pourront être demandées.

Le dossier d'enquête, sous format papier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la mairie de la commune de Saint-Martory pendant 34 jours consécutifs **du mardi 2 mai à 9h au lundi 4 juin 2018 à 12h00**, afin que chacun puisse en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux et consigner ses observations, propositions ou contre-propositions sur le registre à feuillets non mobiles ouvert à cet effet.

En outre, le dossier est accessible gratuitement sur un poste informatique à la mairie de la commune de Saint-Martory à ses jours et heures d'ouverture habituels.

Le dossier d'enquête sera téléchargeable sur le site Internet des services de l'Etat en Haute-Garonne pendant toute la durée de l'enquête à l'adresse suivante :

<http://www.haute-garonne.gouv.fr/Publications/Enquetes-publiques-et-avis-de-l-autorite-environnementale/Eau/Police-de-l-eau>

Chacun pourra adresser ses observations par courriel à l'adresse suivante : [ddt-seef-enquete-eau@haute-garonne.gouv.fr](mailto:ddt-seef-enquete-eau@haute-garonne.gouv.fr). Ces observations et propositions seront accessibles sur le site Internet des services de l'Etat en Haute-Garonne à cette même adresse.

Le public pourra adresser ses observations au commissaire-enquêteur par courrier postal à l'adresse suivante : M le commissaire enquêteur - Enquête publique chaussée de

Saint-Martory - mairie de Saint-Martory 7, avenue Norbert Casteret 31360 Saint-Martory. Elles seront annexées dès leur réception au registre d'enquête déposé à la mairie où elles seront tenues à la disposition du public.

Toute observation, tout courrier ou document réceptionné après **le lundi 4 juin 2018 à 12h00**, ne pourra être pris en considération par le commissaire-enquêteur.

Monsieur Yves Jacops a été désigné en qualité de commissaire enquêteur. Il recevra le public lors des permanences qu'il tiendra à la mairie de la commune de Saint-Martory aux jours et heures suivants :

- **mercredi 2 mai 2018 de 9h00 à 12h00 ;**
- **mardi 15 mai 2018 de 9h00 à 12h00 ;**
- **vendredi 25 mai 2018 de 15h00 à 17h30 ;**
- **lundi 4 juin 2018 de 9h00 à 12h00.**

Une copie du rapport et des conclusions du commissaire-enquêteur sera tenue à la disposition du public, durant un an à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne ainsi qu'à la mairie de la commune de Saint-Martory et sera publiée sur le site des services de l'Etat de la Haute-Garonne à l'adresse précitée.

Les personnes intéressées pourront obtenir à leur frais, communication du rapport et des conclusions en s'adressant à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne - service environnement, eau et forêt - unité des procédures environnementales - 2 bd Armand Duportal, B.P. 7001, 31038 Toulouse cedex 9

À l'issue de l'enquête, le préfet statuera sur la demande d'autorisation, par arrêté préfectoral d'autorisation ou de refus de projet, au vu des résultats de la consultation du public et des avis recueillis dans le cadre de la procédure d'instruction.

AUDISUD EXPERTISE

### Avis de constitution

SIÈGE SOCIAL : REVEL 31250 - 41 avenue de Castelnaudary

OBJET : Tous travaux de peinture, travaux de revêtements de sols et de murs

DURÉE : 99 années

CAPITAL : 2 000 euros

PRESIDENCE : Monsieur Laurent AMIEL demeurant 41 avenue de Castelnaudary - 31250 REVEL.

DROIT DE VOTE : Chaque action donne le droit au vote.

AGREMENT : Les cessions d'actions sont libres.

IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE

Pour avis,

Suivant un acte ssp en date du 19/04/2018, il a été constitué une SAS

Dénomination : **LANA AMMA**

Siège social : 12 Clos Des Cigales 31170 TOURNEFEUILLE

Capital : 1000 €

Objet : l'activité d'énergéticienne, l'activité de coach de vie, la fourniture de consultations individuelles, de stages en groupe et de conférences, notamment dans le domaine de la thérapie intuitive

Durée : 99 ans

Président : Mme SACCHET Lana 12 Clos Des Cigales 31170 TOURNEFEUILLE

Cession d'actions : libre

Exercice du droit de vote : Chaque action donne droit à une voix.

Conditions d'admission aux assemblées : chaque actionnaire est convoqué aux Assemblées.

Immatriculation au RCS de TOULOUSE

Par acte ssp du 26/04/2018, il a été constitué une société représentant les caractéristiques suivantes :

Forme : SARL

DENOMINATION : CARRELAGE SAYAK

CAPITAL : 500.00 euros

Siège social : 4 rue Louis Courtois de Vicose apt 0092 31100 TOULOUSE

OBJET : Pose de toutes sortes de Carre- lages, Faïence, Plinthes

DURÉE : 99 ANS

GERANCE : ATTAOUI FAKIRI ESSAID demeurant 4 rue Louis Courtois de Vicose 31100 TOULOUSE

- nommé pour une durée indéterminée

Immatriculation RCS DE TOULOUSE

Il a été constitué le 06 avril 2018 une SARL à associé unique dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination sociale : EURL QUARTIER LIBRE

Capital social : 1 000€, Siège : 130 rue du faubourg Bonnefoy 31500 Toulouse.

Objet : restauration traditionnelle

Durée : 99 ans, Gérant : M. Guillaume ROBERT, demeurant 12 rue Sainte Hélène 31500 Toulouse.

La société sera immatriculée au RCS de Toulouse

Par SSP en date du 30/04/18, avis est donné de la constitution de la Société présentant les caractéristiques suivantes :

FORME : Société par actions simplifiée unipersonnelle

DENOMINATION SOCIALE : ExoTouch shop

OBJET SOCIAL :vente sur catalogue spécialisée

SIÈGE SOCIAL :7 rue des Figueirs 31830 plaisance du Touch

DURÉE :99ans à compter de l'immatriculation de la société au RCS

CAPITAL SOCIAL : 20 000 euros divisé en 2000 actions de 10euros

PRESIDENT : Mme Leroy Yolande, demeurant 7 rue des Figueirs 31830 plaisance du Touch

IMMATRICULATION : RCS Toulouse en cours

Pour avis, Le Président

### Avis de constitution

FORME:Société à Responsabilité Limitée

DENOMINATION : SARL TLS PIZZA

SIÈGE SOCIAL :39 Rue Alfred de Musset 31200 TOULOUSE

OBJET : Restauration rapide, pizzeria et toutes activités s'y rapportant, sans vente d'alcool

DURÉE : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS

CAPITAL SOCIAL : 1 000 euros

GERANCE : Monsieur ES SEDDIK Mohamed, demeurant 19 Avenue Winston Churchill, Appartement 19, 31100 TOULOUSE

IMMATRICULATION RCS de TOULOUSE

Pour avis, La Gérance

## CONSTITUTIONS



**Me Séverine BENOÎT-TERES**  
AVOCAT

1, Avenue de Toulouse  
31620-CASTELNAU D'ESTRETEFONDS  
Tel :05.31.22.10.18  
severine.benoitteres@sfr.fr

**SASU ILIE HOLDING**  
Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle  
Au Capital de 3000 Euros  
Siège social : 5, Rue Saint Jean Baptiste 31600 MURET

### Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous-seing privé en date du 24/04/2018 à Toulouse, Il a été constitué la Société par Actions Simplifiée SASU ILIE HOLDING, dont le siège social est 5, Rue Saint Jean Baptiste 31600 MURET, ayant pour objet La détention et prise de participation directe ou indirecte dans le capital de sociétés, groupements ou entités juridiques de tous types, l'activité de maîtrise d'œuvre et de conseil technique pour la réalisation d'études de Génie Civil pour des projets de bâtiments, et toutes opérations industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières pouvant se rapporter directement ou indirectement ou être utiles à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter la réalisation. La durée de la Société est de 99 ans à compter de la date d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de Toulouse. La Capital Social est de 3000 Euros. La Présidente est Madame Irina PALAMARIU épouse ILIE, demeurant 5, Rue Saint Jean Baptiste 31600 MURET.

POUR AVIS, La Présidente.

### Avis de constitution

**SAS MAEL Solutions**  
Société par Actions Simplifiées  
Au capital de 1 000 euros  
Siège Social : 64 route de Saint Léon, 31450 Ayguesvives

### Avis de constitution

Au terme des statuts établis à Ayguesvives en date du 28 avril 2018, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : MAEL Solutions ;

Forme sociale : Société par Actions Simplifiées

Capital : 1 000 euros

Siège social : 64 Route de Saint Léon à Ayguesvives (31450)

Objet social : - la réalisation de prestations de services telles que tous travaux de construction, de rénovation, d'agencement et de remise en état de biens immobiliers et des espaces périphériques, grand public et professionnel, et de tous les services pouvant s'y attacher,

- l'installation, le remplacement, la réparation et la livraison d'équipements informatiques, de matériels d'encaissement et de retrait d'argent,

- la réalisation de prestations de services liés à l'installation et à la configuration de réseaux informatiques de communication,

- la vente de fournitures et de produits finis liés directement ou indirectement aux prestations de services proposées,

Durée de la société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Président : Eric LECOQ, domicilié au 64 Route de Saint Léon à 31450 Ayguesvives

Immatriculation de la société au RCS de Toulouse.

Pour avis, Le Président

Le Président

Pour vos demandes de DEVIS

32 Rue Riquet • 31000 Toulouse



Notre ADRESSE MAIL

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

## TRANSFERTS DE SIÈGE

**SCI CHARLINE 43**  
Société Civile Immobilière  
Capital social : 1 600 Euros  
Siège social : 43, Rue Pierre-Paul Riquet  
31000 TOULOUSE  
RCS TOULOUSE : 440 497 998

Aux termes d'un acte sous seing privé du 28 février 2018 à TOULOUSE (31000), il a été décidé, à compter du 28 février 2018, de transférer le siège social et l'établissement principal qui étaient fixés au 43, Rue Pierre-Paul Riquet à TOULOUSE (31000) pour les fixer désormais au 12, Rue des Vases à TOULOUSE (31000). Le dépôt légal sera effectué au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE.

Pour avis et mention.

**SCI BERANGER**  
Société Civile Immobilière  
Capital social : 3 000 Euros  
Siège social : 43, Rue Pierre-Paul Riquet  
31000 TOULOUSE  
RCS TOULOUSE : 489 454 850

Aux termes d'un acte sous seing privé du 28 février 2018 à TOULOUSE (31000), il a été décidé, à compter du 28 février 2018, de transférer le siège social et l'établissement principal qui étaient fixés au 43, Rue Pierre-Paul Riquet à TOULOUSE (31000) pour les fixer désormais au 12, Rue des Vases à TOULOUSE (31000). Le dépôt légal sera effectué au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE.

Pour avis et mention.

### Avis de modification

Dénomination sociale : TSL BATI  
Forme : SARL  
Siège social : Impasse Henri Bergson 31880 LA SALVETAT SAINT GILLES  
Capital social : 6000 euros  
Numéro SIREN 523 652 873 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 27 avril 2018, l'associé unique a décidé de transférer à compter du 28 avril 2018 le siège social qui était à Impasse Henri Bergson-31880 LA SALVETAT ST GILLES, à l'adresse suivante, 8 rue Flora Tristan 31880 LA SALVETAT ST GILLES

L'article 4 des statuts a été modifié, en conséquence.

Le dépôt légal sera effectué au registre du commerce et des sociétés de Toulouse.

Pour avis et mention.

**SCI LA FORTERESSE**  
Société Civile Immobilière  
Capital social : 3 000 Euros  
Siège social : 43, Rue Pierre-Paul Riquet  
31000 TOULOUSE  
RCS TOULOUSE : 489 454 587

Aux termes d'un acte sous seing privé du 28 février 2018 à TOULOUSE (31000), il a été décidé, à compter du 28 février 2018, de transférer le siège social et l'établissement principal qui étaient fixés au 43, Rue Pierre-Paul Riquet à TOULOUSE (31000) pour les fixer désormais au 12, Rue des Vases à TOULOUSE (31000). Le dépôt légal sera effectué au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE.

Pour avis et mention.

**SCI BC2**

Société Civile Immobilière  
Capital social : 1 000 Euros  
Siège social : 43, Rue Pierre-Paul Riquet - 31000 TOULOUSE  
RCS TOULOUSE : 809 605 231

Aux termes d'un acte sous seing privé du 28 février 2018 à TOULOUSE (31000), il a été décidé, à compter du 28 février 2018, de transférer le siège social et l'établissement principal qui étaient fixés au 43, Rue Pierre-Paul Riquet à TOULOUSE (31000) pour les fixer désormais au 12, Rue des Vases à TOULOUSE (31000).

Le dépôt légal sera effectué au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE.

Pour avis et mention.

**SCI B2**

Société Civile Immobilière  
Capital social : 3 000 Euros  
Siège social : 43, Rue Pierre-Paul Riquet  
31000 TOULOUSE  
RCS TOULOUSE : 531 202 455

Aux termes d'un acte sous seing privé du 28 février 2018 à TOULOUSE (31000), il a été décidé, à compter du 28 février 2018, de transférer le siège social et l'établissement principal qui étaient fixés au 43, Rue Pierre-Paul Riquet à TOULOUSE (31000) pour les fixer désormais au 12, Rue des Vases à TOULOUSE (31000). Le dépôt légal sera effectué au registre du commerce et des sociétés de TOULOUSE.

Pour avis et mention.

**Avis de modification**

Dénomination sociale : ALCYCE RENOVATION  
Forme : SARL  
Siège social : 43 chemin de la Levrette 31200 TOULOUSE  
Capital social : 55000 euros  
Numéro SIREN 482 973 583 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 27 avril 2018, les associés ont décidé de transférer à compter du 28 avril 2018 le siège social qui était à 43 chemin de la Levrette-31200 TOULOUSE, à l'adresse suivante, 39 bis chemin de la Levrette-31200 TOULOUSE. L'article 4 des statuts a été modifié, en conséquence.

Le dépôt légal sera effectué au registre du commerce et des sociétés de Toulouse.

Pour avis et mention.

**MODIFICATIONS DIRIGEANT(S)**

**SARL EL RAHMA**  
Société à responsabilité limitée  
Au capital de 7 700 euros  
Siège social : 6 Place Arnaud Bernard 31000 TOULOUSE  
481589984 RCS TOULOUSE

**Modification de la gérance**

Par délibération en date du 1ER mars 2018, les associés de la société ont pris acte de la démission de ses fonctions de cogérant de la société de Monsieur LHADI Said, Monsieur BERKANE Ahmed, déjà cogérant, devenant ainsi seul gérant de la société à compter du 1er mars 2018, et ce pour une durée de UNE ANNEE. L'article 16 des statuts a été modifié en conséquence.

Pour avis et insertion.

**C.M.P.H. Centre Midi-Pyrénées de l'Habitat**

Société à responsabilité limitée  
Au capital de 20 000 euros - Siège social : 22 Rue de la Bruyère 31120 PINSAGUEL - TOULOUSE RCS B 513 583 088

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 27 Mars 2018, Monsieur Daniel KRAFFT, demeurant 15 Impasse de Gargoly à SEYSSES (31600), a été nommé gérant en remplacement de Monsieur Richard NIVET, révoqué, et ce à compter du 1er Avril 2018.

Le dépôt légal sera effectué au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.

Pour avis.

**LIQUIDATIONS**

**FTRV**  
Société à Responsabilité Limitée en liquidation  
Au capital de 30 000 euros  
Siège : 18 rue Bachelier 31000 TOULOUSE  
Siège de liquidation : 18 rue de Nicolas Bachelier - 31000 TOULOUSE 750 269 284 RCS TOULOUSE

L'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 27/04/2018 a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 27/04/2018 et sa mise en liquidation amiable sous le régime conventionnel dans les conditions prévues par les statuts et les délibérations de ladite assemblée.

Elle a nommé comme liquidateur Romain Vareille, demeurant 46 rue du Bois de Saget 31240 L'Union, pour toute la durée de la liquidation, avec les pouvoirs les plus étendus tels que déterminés par la loi et les statuts pour procéder aux opérations de liquidation, réaliser l'actif, acquitter le passif, et l'a autorisé à continuer les affaires en cours et à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 18 rue de Nicolas Bachelier 31000 TOULOUSE. C'est à cette adresse que la correspondance devra être envoyée et que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Toulouse, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis Le Liquidateur

**« A.T.B. (AUX TECHNICIENS DU BOIS) »**

Société à Responsabilité Limitée, société en liquidation  
Au capital de 8 000 Euros  
Siège social : 34, avenue des Palanques 31120 PORTE-SUR-GARONNE 439 020 371 RCS TOULOUSE

**Avis de publicité**

Aux termes du procès-verbal des décisions des associés du 10 avril 2018, il résulte que : Les associés, après avoir entendu le rapport du Liquidateur, ont :

- approuvé les comptes de liquidation ;
- donné quitus au Liquidateur Michel VILLEROY demeurant 119, route de Montalivet, 33930 Vendays Montalivet et déchargé ce dernier de son mandat ; le domicile du gérant était 12, place de l'Eglise, 18110 Vasselay.
- prononcé la clôture des opérations de liquidation.

Les comptes de liquidation seront déposés au Greffe du Tribunal de commerce de Toulouse Mention sera faite au RCS : Toulouse

Pour avis,

**DIVERS**



**Société d'exercice libéral à responsabilité limitée « SELARL Bertrand FABRE, Isabelle PUJOL et Philippe CHALLEIL, Notaires associés » titulaire d'un Office Notarial à CAZERES SUR GARONNE (Haute-Garonne), 56 Rue du Président Wilson**

**Changement de régime matrimonial**

Suivant acte reçu par Maître Bertrand FABRE, de la Société d'exercice libéral à responsabilité limitée « SELARL Bertrand FABRE, Isabelle PUJOL et Philippe CHALLEIL, Notaires associés », titulaire d'un Office Notarial à CAZERES SUR GARONNE (Haute-Garonne), 56 Rue du Président Wilson, le 4 avril 2018, a été reçu le changement de régime matrimonial portant adoption de la COMMUNAUTE UNIVERSELLE par :

Monsieur Pascal Laurent Jean TRIBALAT, docteur en médecine, et Madame Marylène Jacqueline Renée BOUE, sans profession, son épouse, demeurant ensemble à LARTIGUE (32450) lieudit Lasserre

Monsieur est né à ARRAS (62000) le 22 mai 1955,

Madame est née à SAMARAN (32140) le 21 septembre 1953.

Mariés à la mairie de CASTELNAU-BARBARENS (32450) le 2 juillet 1994 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française. Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale. Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion Le notaire

**DECLIN D'OEIL**

Société à responsabilité limitée Transformée en société par actions simplifiée  
Au capital de 7 500 euros  
Siège social : 45 rue de Mandelieu 31240 L'UNION 448 323 402 RCS Toulouse

**Avis de transformation**

Aux termes d'une délibération en date du 17.04.2018, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, statuant dans les conditions prévues par l'article L. 227-3 du Code de commerce, a décidé la transformation de la Société en société par actions simplifiée à compter du même jour, sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société.

La dénomination de la Société, son objet, son siège, sa durée et les dates d'ouverture et de clôture de son exercice social demeurent inchangées. Le capital social reste fixé à la somme de 7 500 euros.

ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

TRANSMISSION DES ACTIONS : La cession d'actions, à l'exception de la cession aux associés, doit être autorisée par la Société.

Monsieur Michel GRUEL, demeurant 45 rue de Mandelieu 31240 L'Union, gérant, a cessé ses fonctions du fait de la transformation de la Société et a accepté celles de Président pour diriger la Société dans sa nouvelle forme.

Pour avis Le Président

**Le GIP PPLE lance le portail : PPLE.fr**



**Le site de référence des informations et de la publicité légale des entreprises**

**Les trois acteurs du domaine de la publicité légale :**

- l'APTE (Association de la Presse pour la Transparence Économique),
- le CNGTC (Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce),
- la DILA (Direction de l'Information Légale et Administrative),

mettent à disposition des usagers un nouveau Portail d'accès à la Publicité Légale des Entreprises : **PPLE.fr**



Accessible à partir de l'adresse **www.pple.fr**

ce nouveau site offre un accès unique à l'ensemble des informations légales sur les sociétés et les entreprises commerciales détenues par les sites :

- **actulegales.fr** qui référence l'ensemble des annonces publiées dans les journaux français d'annonces légales ;
- **bodacc.fr** qui détient les données publiées sur le Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales ;
- **Infogreffe.fr** qui centralise l'ensemble des documents déposés aux registres du commerce.

Mis en œuvre dans le cadre du GIP (Groupement d'intérêt public) PPLE, le portail offre la possibilité de rechercher une entreprise, soit par :

- l'utilisation de mots-clés à travers une recherche « full-text » ou une recherche avancée,
- soit via le département en cliquant sur une carte de France,
- soit par le code APE,
- soit encore en affichant les dernières entreprises ayant enregistré un mouvement.

Le site offre l'accès à plus de 8 millions d'entreprises et indique pour chacune d'elle, les informations ou publicités légales disponibles sur les sites partenaires. L'utilisateur peut ensuite afficher l'information qu'il recherche directement sur le site partenaire (Infogreffe.fr, Bodacc.fr ou Actulegales.fr).



**LES MILLE ET UNE PAGES**

SARL au capital de 7622 €  
Siège social : Rue Des Pins 31700 BEAUZELLE 417610664 RCS de TOULOUSE

Par AGE du 20/04/2018, il a été décidé à compter de ce même jour :

- Nomination de Mme Joëlle PUGIBET en tant que gérante de la société Nomination de Mr André PUGIBET en tant que gérant de la société
- Modification de l'activité qui devient : PRESSE, LOTO, JEUX DE GRATTAGE, FOURNITURES DE BUREAU, CARTERIE, CONFISERIE, BOISSONS A EMPORTER, CLES MINUTE, BIJOUX FANTAISIE.
- Démission de Mme Patricia BACHELIER de son poste de gérante de la société Mention au RCS de TOULOUSE

**SCM MEDICEM**

Société civile de moyens  
Au capital de 941 euros  
Siège social : 331 Route de Seysses 31000 TOULOUSE 399 641 737 RCS TOULOUSE

L'Assemblée Générale Mixte réunie le 11 avril 2018 a :

- décidé à compter de cette date, de réduire son capital social qui est passé de 1.001 € (ancien capital) à 941 € (nouveau capital), par voie de rachat et d'annulation de 60 parts sociales de 1€ chacune.
- constaté à compter de cette date, la démission de Mme Mamiarisoa RANDRIA demeurant 8 Avenue de l'Aéropostale 31520 RAMONVILLE-SAINT-AGNE, de ses fonctions de gérant, et désigné en remplacement, M. Yann POLESEL, demeurant 6 Rue du Tourmalet, 31500 TOULOUSE et Mme Séverine TROUILLET-FABIE demeurant 19 Rue Ambroise Frédeau, 31500 TOULOUSE, co-gérants.

**PLEIN SUD CONSTRUCTION**

Société par Actions Simplifiée à Associée Unique et capital variable  
Au capital social de 5 000 euros  
Siège social : 78 Bis Chemin de Carbonne 31410 LONGAGES 819 345 307 RCS TOULOUSE

**Modification forme juridique Modification capital social Transfert siège social**

Par délibération en date du 1er mars 2018, l'associé unique de la société a décidé les modifications suivantes :

- 1° Annulation de la variabilité du capital social, modifiant ainsi la forme de la société qui devient SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE ASSOCIEE UNIQUE, et ce à compter du 1er mars 2018.
- 2° Réduction du capital social aux apports libérés, soit 2 500 euros, et ce à compter du 1er mars 2018.
- 3° Augmentation du capital social d'une somme de 47 500 euros pour le porter de 2 500 euros à 50 000 euros par émission de 47 500 actions nouvelles de 1 euro chacune, et ce à compter du 1er mars 2018.
- 4° Transfert du siège social du 78 Bis Chemin de Carbonne, 31410 LONGAGES au 3 Impasse du Pradié, 31270 VILLE-NEUVE TOLOSANE, et ce à compter du 1er mars 2018.

Les articles 1, 4, 7 et 8 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour avis et insertion

**RECTIFICATIFS**

RECTIFICATIF à l'annonce parue dans le Journal Toulousain n°782 pour la SARL Nelkorian, il fallait lire la date : 05/04/2018 en lieu et place de 25/03/2018.

**Pour votre DÉPÔT d'annonces légales et judiciaires et vos demandes de DEVIS**



32 Rue Riquet • 31000 Toulouse



09 83 27 51 41



annonceslegales@lejournaltoulousain.fr